L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 24 AOUT 1866. | Entre les rues Bienville et Conti.

G. F. WEISSE & Cie.
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $3.
Prix d'un exemplaire, 10 CENTS.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $4; par semestre, $2.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.
Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 le carré par mois.
Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera 25 pour cent.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents pour la ligne pour chaque insertion.
Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.
Les comptes des personnes faisant régulièrement de grandes leur seront envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI MATIN, 24 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par B. Turpin—A son magasin d'encan, rue Vieille-Levée, eaux de vie, whisky, vins, vermouth, absynthe, huile d'olive, capres, sardines, sucre, &c.
Par Gardner Smith, Veiser & Co—A 10 heures, continuation de la vente du stock entier de marchandises et articles de fantaisie, de M. Aug. Favre, magasin des rues Bienville et Chartres.
Par D. E. Murphy—A 10 heures, à l'entrepôt Union des trouveaux de cordes de chanvre et de Manille.
Par S. Guinault—coin Bienville et Passage de la Bourse—ensemble, et divers articles.
Par R. Gutierrez—au No. 94 de la rue de Chartres—meubles, livres, nattes, comètes en or français, &c.
Par A. Feiber & Co—au No. 83 de la rue du Camp—marchandises sèches, lingerie, bottes, souliers, &c.
Par Hoffman & Marks—au No. 38 de la rue de Chartres, vente marchandises sèches et lingerie.

☞ Les acheteurs de beaux terrains, pour magasins ou emplois, se souviendront de la vente que font demain MM. Palfrey & Co.

Les deux Partis.

Si le parti radical eut été moins absolu dans sa conduite et que sa politique se fut bornée à ne vouloir tirer de la situation que les conséquences qui en découlaient naturellement, il serait encore aujourd'hui aussi fort qu'il l'était pendant la guerre. La conséquence la moins contestable de la guerre était l'abolition de l'esclavage, encore pour l'admettre fallait-il admettre le droit de la force que la Constitution condamne. Mais l'admission de ce droit n'en impliquait pas comme nécessité logique toutes les injustices que le parti radical a voulues non pour tirer une chose que la guerre avait tuée suffisamment et qui n'avait pas besoin d'être tirée deux fois pour être morte, mais pour créer une situation obscurcie, tout exprès dans l'intérêt unique de la domination du parti même. Telle est la grande faute des Radicaux, faute qu'ils aggravent tous les jours en voulant la couvrir du prétexte de la sûreté des unionistes et de la liberté universelle dans le Sud.

De là les faux rapports, les mensonges, les diffamations et les calomnies répandus systématiquement contre le Sud par la presse radicale. Cette presse reçoit la sanction des anciens Etats à esclaves, elle se prosterne devant eux, puis s'assoit et avoir retour et honnêteté—ceci au nombre ne sur les bords du golfe elle tourne en dérision les délibérations des conventions et des législatures et plus le Sud s'est prêté par raison au nouvel ordre de choses que la guerre avait fait, plus on lui a contesté et plus on lui conteste encore aujourd'hui la sincérité du sacrifice qu'il a fait.

Par conséquent la guerre, finie sur les champs de bataille, se continue dans la paix, non avec le fusil ou le canon, dont un seul coup n'a retenti depuis la capitulation de l'armée de Virginie, mais par des discours vengeurs, des assertions mensongères, des insinuations perfides, des accusations haineuses, par des votes enfin qui ont réduit à l'état d'ilotes ceux qui, pendant plus de cinquante ans, avaient souverainement payé avec gloire.

Les mesures exceptionnelles prises par les Radicaux étaient-elles donc nécessaires pour sauver la république? Qui le croira? et qui osera l'écrire dans l'avenir? Personne, pas même le plus forcené Radical, n'a avoué que sa conscience n'est pas un secret connu du Dieu qui voit.

Comme parti les radicaux disent : nous ne pouvons permettre l'alliance des votes du Sud et des votes du Nord, car cette alliance nous mettrait et le meilleur, le seul moyen que nous ayons de l'empêcher c'est de remettre la restauration congressionnelle du Sud après l'élection présidentielle de 1868. Quand nous aurons élu un président radical, nous le danger sera passé et ce qui restera de la morgue du Sud ne sera plus à craindre.

Voilà le raisonnement : voilà le calcul. On en voit tout de suite l'impudeur et la faiblesse. En effet, si cette alliance maudite cause tant de danger, il faut donc qu'elle ait quelque justice en soi et que de terribles torts pèsent sur la conscience de ceux qui l'éprouvent. Le plus grand de leurs torts, et le tort qui les résume tous, c'est d'avoir précipité le pays vers une crise plus dangereuse que celle de l'esclavage, car cette crise est une de celles qui ne passent pas en un jour, mais qui durent des années et absorbent à des révolutions qui changent radicalement les institutions politiques d'un peuple.

Et ce tort, néanmoins, qui dépasse de beaucoup tous ceux que le Sud a pu avoir, est juste tout ce qu'il faut dissimuler à tout prix, car une fois compris par le peuple, il en serait bien vite fait justice. Le comble de la misère fut si la supposer que l'alliance dont il est question puisse former une majorité constitutionnelle, fautil donc en empêcher l'existence dans l'intérêt de la minorité!

Que peuvent redouter les radicaux! craignent-ils que la guerre, la guerre des champs de bataille, recommence, si le Sud est restauré dans ses droits parlementaires? Non, ce n'est pas ce que redoutent prévoient. Craignent-ils que l'esclavage soit rétabli? Non, ils ne craignent pas cela non plus, attendu qu'ils n'ont pas la moindre raison de le craindre. Il ne s'est manifesté nulle part dans le Sud des sentiments annonçant l'envie de revenir sur le passé et de réinstituer ce que la loi des événements a détruit bien plus que la haine ou la puissance des hommes.

Le rétablissement de l'esclavage est bien ce que les radicaux auraient à redouter le plus, s'ils avaient vraiment honnêtes et sincères envers la cause affranchie. Eh bien, ils savent que cette abolition de l'abolition n'est pas à craindre et qu'elle ne le serait pas même à supposer qu'elle fut possible. Alors, quelle est donc la cause de leur inquiétude profonde, de leur vigilance outrageuse et de leurs perpétuels soupçons? Nous ne pouvons la trouver que dans le peril qu'une restauration complète du Sud ferait courir à leur influence, car pour tout le reste la révolution est sauvegardée amplement. Non quelque jour les résolutions de la convention de Philadelphie, qu'on les lise avec attention et l'on verra qu'il les sont rassurantes sur toutes les grandes questions qui devraient tenir le plus au cœur des radicaux s'ils ne cherchaient uniquement dans la situation le moyen de consolider et de perpétuer leur pouvoir!

L'abolition n'est elle pas bien garantie dans ces résolutions? et n'y a-t-on pas bien garde aussi les conséquences les plus outrées de la guerre en ce qui concerne la guerre même et ceux qui l'ont soutenue? La Convention ne s'est elle pas prononcée hautement contre le payement de la dette confédérée, contractée pour soutenir la résistance! La convention n'a-t-elle pas eu le soin encore de consacrer les droits des soldats et des familles de soldats unionistes sur la reconnaissance du pays tout entier, bien que la guerre faite par ces soldats en ait ruiné et dépeuplé une partie? Que demander après cela qui ait une ombre de légitimité et de justice?

Eh bien, pourquoi les radicaux n'unissent-ils pas les conservateurs dans leur confiance envers leurs citoyens du Sud? Pourquoi n'ont-ils pas la même confiance en eux? Pourquoi n'ont-ils pas le même respect pour les lois et la constitution? Pourquoi, redoutent-ils l'épreuve de l'égalité congressionnelle!

Parce qu'apparemment cette épreuve pourrait être contre eux, et cette crainte les condamne, car les conservateurs du Nord ont fait pour l'Union autant que les radicaux, quand il n'est pas moi autant que les radicaux. Seulement, ils n'ont employer les moyens de force, annihiler tout ce qui ne croient pas qu'il soit permis à un peuple parce que, sur tel objet, constitutionnel, ce peuple n'a pas pensé comme eux et a voulu soutenir une opinion qu'il croyait juste avec la force qui lui était propre, la force de résistance, la seule qu'il ait jamais eue.

LA SAINT LOUIS A LA CATHÉDRALE. — La cathédrale célébrera, cette année, avec plus de solennité qu'à l'ordinaire, la fête de saint Louis. On y chantera la grand'messe solennelle en *si bémol* de Beaucourt. Mme Urban Fleury a bien voulu promettre son concours dans cette circonstance. En outre, les meilleurs chanteurs de la ville s'y feront entendre. M. Vanderbuch, l'artiste appelé à jouir ici d'une grande popularité, a consenti à accompagner plusieurs morceaux. Enfin, malgré les nombreuses émigrations à la campagne, M. H. Debos a réussi à s'assurer d'un chœur nombreux et choisi. Les fidèles de la paroisse métropolitaine peuvent donc compter sur une solennité digne de leur fête patronale.

☞ Le bateau à vapeur MARY, commandant Myers, partira samedi prochain, après l'arrivée des chars du chemin de fer de Pontchartrain, du MIDI, pour le bois St-Louis, Pass Christian, Biloxi, Ship Island et Pascagoula.

PLATEFORME DE LA CONVENTION DE PHILADELPHIE.

La Convention Nationale de l'Union, aujourd'hui assemblée dans la ville de Philadelphie et composée de délégués de tous les Etats et Territoires de l'Union, instruits par les enseignements qu'il a plu au Maître Suprême de l'univers de donner pendant les cinq dernières années au peuple américain, profondément pénétrés des bienfaits du retour de la paix, désireuse, avec la grande majorité des citoyens de l'Union, d'oublier et de pardonner en toute sincérité le passé, vénérant la Constitution telle qu'elle nous est venue de nos ancêtres, regardant l'Union restaurée comme plus sacrée que jamais, envisageant l'avenir comme gros d'épreuves de toute espèce, émet et proclame par les présentes, la déclaration de principes et de résolutions suivante, que ses membres ont adoptée avec une parfaite unanimité :

Premièrement.—C'est plein de reconnaissance envers Dieu que nous saluons la fin de la guerre et le retour de la paix dans notre patrie affligée et bien-aimée.

Secondement.—La guerre qui vient de finir a maintenu l'autorité de la Constitution, avec tous les pouvoirs qu'elle confère et toutes les restrictions qu'elle impose au gouvernement général, sans en rien retrancher et sans y rien changer, et elle a préservé l'Union avec l'égalité des droits, la dignité et l'autorité des Etats dans toute leur intégrité.

Troisièmement.—La représentation dans le Congrès des Etats Unis et dans le Collège Electoral est un droit reconnu par la Constitution à chaque Etat, et un devoir imposé à son peuple, droit fondamental de sa nature et prescrit au mécanisme de nos institutions républicaines; et ni le congrès, ni le gouvernement général, n'est investi du pouvoir ou de l'autorité de dénier ce droit ou d'en restreindre l'exercice dans un Etat quelconque.

Quatrièmement.—Nous adjurons le peuple des Etats Unis de ne choisir pour membres du Congrès que des hommes qui reconnaissent ce droit fondamental de représentation, et qui s'engageront à admettre parmi eux les représentants loyaux de tout Etat fidèle à son allégeance envers les Etats-Unis, reserve faite du droit constitutionnel que possède chacune des deux Chambres de juger de la validité de l'élection et des qualifications de ses propres membres.

Cinquièmement.—La Constitution des Etats-Unis et les lois qui en dérivent, sont la loi suprême du pays, et nous déclarons que les ordonnances et les lois des différents Etats puissent les renfermer de contraire. Tous les pouvoirs qui ne sont pas conférés par la Constitution au gouvernement général, et que dont l'exercice n'est pas interdit aux Etats par la dite Constitution, sont réservés aux Etats et à leurs citoyens. Parmi ces droits aucun ne nous apparaît plus sacré que celui de prescrire les qualifications nécessaires pour exercer le privilége électoral, et le Congrès n'a pas le pouvoir d'y porter atteinte. Aucun Etat ou gouvernement d'Etat n'a le droit de se retirer de l'Union, d'exclure, par l'entremise de ses représentants au Congrès, un ou plusieurs Etats de l'Union. *D'Union des Etats est perpétuelle.*

Sixièmement.—Nous déclarons que la pensée dirigeante de la Convention qui a proposé l'amendement connu sous le nom de treizième article introduit à la Constitution des Etats-Unis par le peuple des dits Etats, lorsqu'il le jugera convenable, pour abolir et prohiber à jamais l'esclavage dans les limites de leur juridiction, a été pleinement droit à toutes leurs justes réclamations et en étendant à ceux qui ont survécu et aux vaincus et aux rebelles de ceux qui sont morts de la plus tendre et la plus généreuse sollicitude.

Septièmement.—Dans la personne d'ANDREW JOHNSON, Président des Etats-Unis, qui, dans l'exercice de ses hautes fonctions, a fait preuve d'un dévouement inébranlable à la constitution, aux lois et aux intérêts du pays, est reste inaccessible aux persécutions et aux reproches injustes et a eu une confiance sans bornes dans le peuple et dans les principes du gouvernement, nous reconnaissons un chef magistrat digne de la nation et à la hauteur des circonstances terribles qui lui a échu en partage, et nous lui offrons, dans l'exercice de ses hautes fonctions, le témoignage de notre profond respect et l'assurance de notre cordial et sincère appui.

Nouvelles de la frontière Mexicaine

Nous trouvons ce qui suit dans le *Courrier* du Rio Grande du 17 :

MATAMOROS.

Il y a des pays où l'armée n'est pas corps délibérant, il paraît qu'a Matamoros la soldatesque délibère, mais elle n'en fait pas moins voir qu'il s'agit de désordre du pavoir, et même de bannir un chef impopulaire. Témoin l'affaire Carbajal.—Voici le plébiscite explicatif publié par l'armée en cette occasion. Nous avons, en que nous y remarquons d'abord, c'est que la bonne vieille coutume mexicaine si favorable aux traîtres de salon, d'arrêter un chef ou un officier supérieur pour chaque escouade de 10 ou 12 soldats, est en pleine faveur pour le commandement général de M. J. J. de la Garza.

Après avoir compté les généraux, les colonels, les lieutenants colonels et tout le menu fretin qui boit, mange et se gobergee à grands coups de *pesitos*—et n'est plus question de ceux que le reste—on arrive enfin au simple soldat, au parvenu en cuisse pour dégorger dans le pauvre petit bourricot de cuir, très vite et bien sale, du *petitoute* mexicain dont le grade se connaît à la manche, et le nombre aux sous de galon de lune.

Ainsi, on compte parmi les signataires du manifeste :

1 général,
5 colonels,
10 lieutenants colonels,
12 commandants de bataillon.

Plus des capitaines et autres officiers subalternes assez pour former un régiment. M. Sergundo Canales n'est abstenu, ainsi que d'autres officiers supérieurs. En tout il y a plus de 1,200 hommes de garnison, divisés en deux brigades, si même ils y sont. Ce qui laisse à supposer qu'il y a eu colonel pour 300 soldats, un lieutenant colonel pour 150, et ainsi de suite.

Voici les raisons que ces troupes donnent pour s'ajuger leur conduite envers un de leurs chefs :

Considérant que le citoyen José Maria J. Carvajal qui fonctionne dans l'Etat comme gouverneur et commandant militaire, sans y être nommé à propos pour le régir dans les circonstances actuelles, parce que non seulement il est incapable de se procurer les ressources nécessaires pour faire face aux dépenses de la garnison, mais qu'il tarit les sources d'où elles pourraient se tirer.

Considérant que les sommes qui ont pu s'obtenir de la ville ont été transposées en dépenses sans nécessité, au détriment des premiers besoins du soldat.

Considérant que la marche politique du susdit Carvajal a été faible et indécise quand les circonstances présentes en exigeaient une ferme et énergique.

Considérant l'impopularité absolue du citoyen Carvajal aussi bien en cette ville que dans le voisinage, circonstance qui, seule, rend impossible sa permanence au pouvoir.

Considérant, enfin, qu'il incombe à la garnison de conserver la paix à tout prix, la manière dont elle constituent un péril imminent, les chefs, officiers et soldats de cette garnison ont résolu :

1°. Déposer le citoyen José M. J. Carvajal comme gouverneur et commandant militaire de l'Etat de Tamaulipas.

2°. Nommer à sa place le citoyen colonel Servando Canales, même des services qu'il a rendus à la cause nationale, et pour la confiance qu'on a en lui.

3°. Ce dernier agissant avec un président constitutionnel de la république, M. Benito Juarez, du changement survenu dans le personnel du gouvernement de cet Etat, et des motifs qui en furent la cause, l'estimant d'une manière de nouvelle respecter en tout les dispositions qui concernent du gouvernement suprême de la nation.

Et qu'il en soit ainsi donné avis à M. le colonel Servando Canales, afin qu'il prenne charge de ses fonctions militaires et politiques dans l'Etat.

Suivent les signatures.

Evacuation de Tampico.

CONVENTION MILITAIRE signée par le général Don Desiderio Pavon, commandant en chef les troupes libérales mexicaines qui opèrent sur Tampico, et MM. Revard, chef des forces maritimes françaises, et Langlois chef des forces françaises de Tampico.

Article 1er—Les forces françaises occupant aujourd'hui le poste de la Cava de Mate, et le quartier No 8, prendront place demain à 7 heures du matin, et les troupes mexicaines, sur la même ligne qui leur a échu en partage, et nous lui offrons, dans l'exercice de ses hautes fonctions, le témoignage de notre profond respect et l'assurance de notre cordial et sincère appui.

Art. 2—Les forces belligérantes observeront religieusement un armistice depuis ce moment jusqu'à la sortie définitive des troupes françaises, et les troupes qui les transportent.

Art. 3—Les sujets français résidant à Tampico, y restent avec toutes les garanties désirables, et M. le consul Don Carlos de St. Charles, chargé des consulats de France et de Belgique, reste également dans l'exercice de ses fonctions dans toute la plénitude requise.

Fait double à Tampico, le 7 août 1866.

Signé, Desiderio Pavon—S
Revard—S Langlois.

L'évacuation de Tampico par une poignée de braves qui en sont sortis avec tous les honneurs de la guerre, si elle ne fait pas partie d'un plan de campagne, ou si elle n'a pas pour cause la haute politique, est une véritable catastrophe. Des trois articles de la capitulation, le troisième nous paraît surtout avoir été exigé par des hommes qui, en territoire ami de 200,000 lieues pour le voir, dit-on, sur la rive gauche du Rhin, tout le Palatinat bavarois, c'est-à-dire 610,000 âmes. La garnison est de neuf s'il échappenait par ce fait à l'hégémonie prussienne.

ITALIE.

On comprend enfin en Italie que la guerre ne finit pas à Sadowa, et cherche à tromper l'opinion publique en lui représentant comme une victoire la défaite navale du Lissa. On se s'y prend pas mal pour ce combat a été aussi désastreux que ses prédécesseurs pour la flotte italienne. Rome ne paraît réveillé à persuader au public que cette flotte était de beaucoup supérieure à la flotte autrichienne, le public qui connaît sur une victoire facile, n'en prend à l'amiral Persano, qu'il rend responsable de ce désastre. *Le Monitor*, de Gênes, nous apprend qu'il circule dans cette ville une pétition couverte d'un grand nombre de signatures. Cette pétition, adressée au ministre de la marine, demande impérieusement la mise en jugement de l'amiral Persano, et dicte même par avance le jugement qui doit être rendu. Personne, y est il dit, doit être condamné à mort et fusillé, comme le fut autrefois l'amiral anglais Byng. Elle s'exprime ainsi :

« Excellence,

« La bataille de Lissa, qui a coûté à l'Italie la perte de tant d'existences, et celle de deux grands navires, a plongé la ville de Gênes dans la plus grande douleur.

« L'opinion publique accuse de ce déplorable événement l'inexpiable prévarication de l'amiral commandant la flotte.

« Un cri général éclate parmi la population et demande que M. Persano (comme on le fait pour l'amiral anglais John Byng) soit traduit devant un conseil de guerre et jugé.

« Comme jadis Venise demandait au Sénat qu'on mit à la tête de la flotte Vittorio Pisani, le peuple génois, appréciateur éminent des choses maritimes, invite Votre Excellence à obtenir de Sa Majesté que, mettant de côté toute considération d'ordre hiérarchique, le commandement de l'escadre italienne soit confié à un homme qui soit à la hauteur des exigences de la patrie, et chez qui la hardiesse soit tempérée par la sagesse, l'habileté et la prudence.

« Cet homme est désigné par la voix de l'opinion publique, c'est le contre amiral, chevalier Gabdaldi Maurice.

« Les soussignés, se rendant les interprètes de cette opinion, ne font qu'exprimer un vœu qui est maintenant dans l'âme et sur les lèvres de tous.

« Sauves, Excellence, par ces mesures énergiques aussi bien qu'indispensables, le sort et l'honneur de la flotte italienne.

« Ce que, etc.

« Gênes, 25 juillet 1866.

On sait que, dans le combat naval de Lissa, le vaisseau amiral Autrichien *Kaiser* a joué un rôle important. Une polémique s'était engagée sur le sort de ce bâtiment, que les Italiens prétendaient avoir été coulé bas, tandis que les Autrichiens assuraient qu'il n'avait reçu que des avaries insignifiantes.

La Gazette de Trieste lève maintenant tous les doutes à ce sujet.

"Un des navires autrichiens qui ont le mieux manœuvré à Lissa, dit elle, c'est le vaisseau de ligne *Kaiser* (*l'Empereur*), commodore Petz, qui a évité avec la plus grande habileté trois choses de l'*Affondatore* et lui a chaque fois lancé une bordée complète. Lorsque le troisième coup de l'*Affondatore* retentit, un énorme trou s'ouvrit sur ce navire.

"L'*Empereur* a eu sa cheminée endommagée; mais elle est déjà réparée, et le navire est tout prêt à combattre de nouveau. Il a été photographié hier. Les journaux italiens mettent impudemment englober une population toute de 12 millions d'habitants, comme nous le disions dans notre numéro du 18 juillet.

Quoi qu'il en soit, l'existence indépendante des pays soumises est maintenant un fait acquis, et le gouvernement français ne manquera pas, dès que la paix sera définitivement rétablie, de conclure avec eux de nouveaux traités de commerce, ce pour renforcer encore les liens et les intérêts qui les unissent à notre pays.

On est également sur une ligne ferrée directe de Munich et de Stuttgardt à Strasbourg, et une autre de Munich à Mulhouse ; la Bavière, le Wurtemberg et Bade auront alors des débouchés faciles et avantageux sur tous les marchés français, leurs marchandises s'écouleront avec les nôtres d'un côté sur l'Océan, de l'autre sur la Méditerranée, et leur indépendance trouvera la, non plus toutous pas, de nouvelles et solides garanties.

Pour en revenir à l'Autriche, l'empereur a pris nouvelle de plusieurs villes de siége de Vienne et dans l'archiduché. Aussitôt les journaux ont rendu de se taire, et l'*Old Deutsche Post* a cessé sa publication ; l'irritation était partout à craindre.

A l'état de siége, dit la *Presse*, de Vienne, arrive comme un coup de foudre dans un ciel serein, et en même temps que la nouvelle de la conclusion imminente de l'armistice. Nos lecteurs comprendront que, pendant toute la durée de ce temps exceptionnel, nous nous imposions la plus grande réserve, abstenant dans un intérêt sur la question du jour que pour les nouvelles que nous aurons à donner sur les faits de guerre, les négociations et les affaires constitutionnelles ?

PRUSSE.

Si les journaux de Berlin sont bien informés, le roi Guillaume se contenterait d'annexer à la Prusse, avec les duchés de l'Elbe, quelques-uns des Etats du nord de l'Allemagne, tels que la Hesse-Electorale, le duché de Nassau, la partie supérieure de la Hesse-Darmstadt, et celle de Francfort avec son territoire. On ne parle pas du Hanovre dans cette énumération des territoires à médiatiser, mais le fait du cabinet de Berlin est de former une Prusse compacte, il est à croire que le petit royaume hanovrien est destiné à disparaître. On prétend que le roi Georges aurait lui-même déjà donnée au grand-duc d'Oldenbourg, dont elle avoisine le territoire.

La Prusse, ainsi agrandie, formera un Etat d'environ 29,000,000 d'habitants et aura d'immenses gages, par conséquent, que d'une population de 4,300,000 âmes, puisque elle en a aujourd'hui près de 19,000,000. Mais le roi Guillaume devant disposer de toutes les forces militaires des souverains qui ne seront pas dépossédés, et dont un seul, la Saxe, est un peu considérable (2,200,000 âmes), il est évident qu'il se trouverait, en réalité, maître de toute l'Allemagne du Nord, et qu'il réunirait sur 28,000,000 d'Allemands, de Slaves et de Slaves.

Il est certain, en outre, que le Parlement central de la Confédération du Nord ne sera qu'un Parlement prussien, puisque la Prusse y posera de poids de 23,000,000 d'habitants contre cinq millions formant la population totale des Etats autonomes de l'hégémonie.

La Prusse, avec les 28,000,000 d'habitants sur lesquels elle va étendre sa domination directe ou indirecte, n'occupera encore que le sixième rang en Europe, au point de vue du chiffre de la population. Voici, en effet, comment se classerait, sous ce rapport, les grands Etats européens :

Russie.....	74,000,000
France.....	37,472,000
Turquie.....	37,000,000
Autriche (moins la Vénétie).....	31,350,000
Grande-Bretagne...	29,400,000
Prusse.....	28,000,000
Italie (avec la Vénétie).....	23,370,000

Il faut remarquer encore que sur les 23 ou 28 millions d'habitants de la Prusse on de son légitimité, il se trouve au moins 5 millions de Slaves qui n'aspirent qu'à recouvrer leur indépendance, et plus de 2 millions de catholiques dont les vœux appellent un changement au cabinet de Berlin de vives préoccupations.

Le duc d'Oldenbourg recevra un agrandissement de territoire. Il paraît que le duc de Saxe-Cobourg ne serait pas oublié : il recevrait les territoires bavarois situés au nord du Mein, ce qui, jusqu'au jour où son duché sera médiatisé comme les autres, lui procurerait de faire une certaine figure dans le monde, puisque la population de son petit Etat serait portée de 160,000 à 780,000 habitants.

Le grand-duc de Hesse-Darmstadt, en perdant le nord de son duché, n'aurait pas lui-même à se plaindre. Il laisserait à la Prusse, au nord du Mein, un territoire de 200,000 âmes pour posséder, dit-on, sur la rive gauche du Rhin, tout le Palatinat bavarois, c'est-à-dire 610,000 âmes. La question est de savoir s'il échangerait par ce fait à l'hégémonie prussienne.

ITALIE.

On comprend enfin en Italie que la guerre ne finit pas à Sadowa, et cherche à tromper l'opinion publique en lui représentant comme une victoire la défaite navale du Lissa. On ne s'y prend pas mal pour ce combat a été aussi désastreux que ses prédécesseurs pour la flotte italienne. Rome ne paraît réveillé à persuader au public que cette flotte était de beaucoup supérieure à la flotte autrichienne, le public qui connaît sur une victoire facile, n'en prend à l'amiral Persano, qu'il rend responsable de ce désastre. *Le Monitor*, de Gênes, nous apprend qu'il circule dans cette ville une pétition couverte d'un grand nombre de signatures. Cette pétition, adressée au ministre de la marine, demande impérieusement la mise en jugement de l'amiral Persano, et dicte même par avance le jugement qui doit être rendu. Personne, y est il dit, doit être condamné à mort et fusillé, comme le fut autrefois l'amiral anglais Byng. Elle s'exprime ainsi :

« Excellence,

« La bataille de Lissa, qui a coûté à l'Italie la perte de tant d'existences, et celle de deux grands navires, a plongé la ville de Gênes dans la plus grande douleur.

« L'opinion publique accuse de ce déplorable événement l'inexpiable prévarication de l'amiral commandant la flotte.

« Un cri général éclate parmi la population et demande que M. Persano (comme on le fait pour l'amiral anglais John Byng) soit traduit devant un conseil de guerre et jugé.

« Comme jadis Venise demandait au Sénat qu'on mit à la tête de la flotte Vittorio Pisani, le peuple génois, appréciateur éminent des choses maritimes, invite Votre Excellence à obtenir de Sa Majesté que, mettant de côté toute considération d'ordre hiérarchique, le commandement de l'escadre italienne soit confié à un homme qui soit à la hauteur des exigences de la patrie, et chez qui la hardiesse soit tempérée par la sagesse, l'habileté et la prudence.

« Cet homme est désigné par la voix de l'opinion publique, c'est le contre amiral, chevalier Gabdaldi Maurice.

« Les soussignés, se rendant les interprètes de cette opinion, ne font qu'exprimer un vœu qui est maintenant dans l'âme et sur les lèvres de tous.

« Sauves, Excellence, par ces mesures énergiques aussi bien qu'indispensables, le sort et l'honneur de la flotte italienne.

« Ce que, etc.

« Gênes, 25 juillet 1866.

On sait que, dans le combat naval de Lissa, le vaisseau amiral Autrichien *Kaiser* a joué un rôle important. Une polémique s'était engagée sur le sort de ce bâtiment, que les Italiens prétendaient avoir été coulé bas, tandis que les Autrichiens assuraient qu'il n'avait reçu que des avaries insignifiantes.

La Gazette de Trieste lève maintenant tous les doutes à ce sujet.

"Un des navires autrichiens qui ont le mieux manœuvré à Lissa, dit elle, c'est le vaisseau de ligne *Kaiser* (*l'Empereur*), commodore Petz, qui a évité avec la plus grande habileté trois choses de l'*Affondatore* et lui a chaque fois lancé une bordée complète. Lorsque le troisième coup de l'*Affondatore* retentit, un énorme trou s'ouvrit sur ce navire.

"L'*Empereur* a eu sa cheminée endommagée; mais elle est déjà réparée, et le navire est tout prêt à combattre de nouveau. Il a été photographié hier. Les journaux italiens mettent impudemment englober une population toute de 12 millions d'habitants, comme nous le disions dans notre numéro du 18 juillet.

Quoi qu'il en soit, l'existence indépendante des pays soumises est maintenant un fait acquis, et le gouvernement français ne manquera pas, dès que la paix sera définitivement rétablie, de conclure avec eux de nouveaux traités de commerce, ce pour renforcer encore les liens et les intérêts qui les unissent à notre pays.

On est également sur une ligne ferrée directe de Munich et de Stuttgardt à Strasbourg, et une autre de Munich à Mulhouse ; la Bavière, le Wurtemberg et Bade auront alors des débouchés faciles et avantageux sur tous les marchés français, leurs marchandises s'écouleront avec les nôtres d'un côté sur l'Océan, de l'autre sur la Méditerranée, et leur indépendance trouvera la, non plus toutous pas, de nouvelles et solides garanties.

Pour en revenir à l'Autriche, l'empereur a pris nouvelle de plusieurs villes de siége de Vienne et dans l'archiduché. Aussitôt les journaux ont rendu de se taire, et l'*Old Deutsche Post* a cessé sa publication ; l'irritation était partout à craindre.

A l'état de siége, dit la *Presse*, de Vienne, arrive comme un coup de foudre dans un ciel serein, et en même temps que la nouvelle de la conclusion imminente de l'armistice. Nos lecteurs comprendront que, pendant toute la durée de ce temps exceptionnel, nous nous imposions la plus grande réserve, abstenant dans un intérêt sur la question du jour que pour les nouvelles que nous aurons à donner sur les faits de guerre, les négociations et les affaires constitutionnelles ?

PRUSSE.

Si les journaux de Berlin sont bien informés, le roi Guillaume se contenterait d'annexer à la Prusse, avec les duchés de l'Elbe, quelques-uns des Etats du nord de l'Allemagne, tels que la Hesse-Electorale, le duché de Nassau, la partie supérieure de la Hesse-Darmstadt, et celle de Francfort avec son territoire. On ne parle pas du Hanovre dans cette énumération des territoires à médiatiser, mais le fait du cabinet de Berlin est de former une Prusse compacte, il est à croire que le petit royaume hanovrien est destiné à disparaître. On prétend que le roi Georges aurait lui-même déjà donnée au grand-duc d'Oldenbourg, dont elle avoisine le territoire.

La Prusse, ainsi agrandie, formera un Etat d'environ 29,000,000 d'habitants et aura d'immenses gages, par conséquent, que d'une population de 4,300,000 âmes, puisque elle en a aujourd'hui près de 19,000,000. Mais le roi Guillaume devant disposer de toutes les forces militaires des souverains qui ne seront pas dépossédés, et dont un seul, la Saxe, est un peu considérable (2,200,000 âmes), il est évident qu'il se trouverait, en réalité, maître de toute l'Allemagne du Nord, et qu'il réunirait sur 28,000,000 d'Allemands, de Slaves et de Slaves.

Il est certain, en outre, que le Parlement central de la Confédération du Nord ne sera qu'un Parlement prussien, puisque la Prusse y posera de poids de 23,000,000 d'habitants contre cinq millions formant la population totale des Etats autonomes de l'hégémonie.

La Prusse, avec les 28,000,000 d'habitants sur lesquels elle va étendre sa domination directe ou indirecte, n'occupera encore que le sixième rang en Europe, au point de vue du chiffre de la population. Voici, en effet, comment se classerait, sous ce rapport, les grands Etats européens :

Russie.....	74,000,000
France.....	37,472,000
Turquie.....	37,000,000
Autriche (moins la Vénétie).....	31,350,000
Grande-Bretagne...	29,400,000
Prusse.....	28,000,000
Italie (avec la Vénétie).....	23,370,000

Il faut remarquer encore que sur les 23 ou 28 millions d'habitants de la Prusse ou de son légitimité, il se trouve au moins 5 millions de Slaves qui n'aspirent qu'à recouvrer leur indépendance, et plus de 2 millions de catholiques dont les vœux appellent un changement au cabinet de Berlin de vives préoccupations.

Le duc d'Oldenbourg recevra un agrandissement de territoire. Il paraît que le duc de Saxe-Cobourg ne serait pas oublié : il recevrait les territoires bavarois situés au nord du Mein, ce qui, jusqu'au jour où son duché sera médiatisé comme les autres, lui procurerait de faire une certaine figure dans le monde, puisque la population de son petit Etat serait portée de 160,000 à 780,000 habitants.

Le grand-duc de Hesse-Darmstadt, en perdant le nord de son duché, n'aurait pas lui-même à se plaindre. Il laisserait à la Prusse, au nord du Mein, un territoire de 200,000 âmes pour posséder, dit-on, sur la rive gauche du Rhin, tout le Palatinat bavarois, c'est-à-dire 610,000 âmes. La question est de savoir s'il échangerait par ce fait à l'hégémonie prussienne.

Nouvelles d'Europe.

PAR LA MALLE DU 31 JUILLET.

Nouvelles d'Europe.

LE COTON PLUS FERME.

Affaire de la Paix entre la Prusse et l'Autriche.

RÉVOLTE A CANDIE.

Annexions de la Prusse.

NOUVELLES DU CHOLERA.

Mauvais rapports sur la récolte de coton

Les démocrates et les places.

ILS N'EN DEMANDENT PAS.

Abolition de la place du Maréchal Prévôt-Général.

Marchés de l'Ouest.

Par le Câble.

Liverpool, 23, midi—Le coton est plus ferme. Ventes d'aujourd'hui, 12,000 balles.

Londres, 23, midi—Consolidés 88 1/2 au comptant. La Banque d'Angleterre a réduit son taux d'escompte à 7 0/0.—5-20 à 70.

La paix entre l'Autriche et la Prusse devait être signée le 22 par les plénipotentiaires et ratifiée dans les huit jours.

La paix a été conclue entre la Prusse et la Bavière. Les deux conditions entre la Prusse et l'Autriche est que la première puissance évacue la Bohême dans la quinzaine.

Des télégrammes d'Athènes, Grèce, rapportent qu'on n'est battu dans l'île de Candy, des chrétiens s'étant révoltés contre les Turcs. Le consulat des Etats-Unis a soc...

La barque Duncan a été abandonnée à la mer. Son équipage s'est sauvé.

Le vapeur Saxon est arrivé à Southampton. Berlin, 22—La ville de Frankfort, le duché de Nassau, l'électorat de Hesse et le royaume de Hanovre doivent être immédiatement annexés à la Prusse. L'ex-roi de Hanovre est à Vienne, consentant à abdiquer si l'acte est accepté, en faveur de son fils, par la Prusse. La Presse ne donnera aucune assurance à cet égard.

New York, 23 — Une ma... contenant cinq cents mille pastres de sacrifice déposée dans les caveaux de la banque de ville, a été prise. La perte sera supportée par une maison d'ici et par une maison de Boston. On ignore qui a commis ce vol audacieux.

New York, 23—Le maire Hoffman, la chambre de commerce, Tammany Hall et d'autres comités démocratiques, aussi bien que nombre de négociants, prennent des mesures pour faire un président Johnson une grande réception civile et militaire mercredi.

St Louis, 23—Il y a eu 260 enterrements, causés par le choléra, l